

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2025, Vol. 10, N°2

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIVERSITÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET DE GESTION
DE POZNAŃ

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France
Alastaire ALINSATO, Bénin
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban
Camille BAULANT, Professeur (R.I.P.) †
Francis BISMANS, France, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Ewa FRĄCKIEWICZ, Pologne
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Małgorzata Magdalena HYBKA, Pologne
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Laura MARCU, Roumanie
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie
Boniface MBIH, France
Mbodja MOUGOUE, Professeur (R.I.P.) †
Francisco OCARANZA, Chili
Thierry PAIRault, France
Jacques POISAT, France
Alain REDSLOB, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Alain SAFA, France
Baiba ŠAVRINA, Lettonie
Abdou THIAO, Sénégal
Piotr TRĄPCZYŃSKI, Pologne
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada
Juliana VASSILEVA, Bulgarie
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright 2025 by the Authors

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr>



ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (Krzysztof Malaga)	5
ESSAI	
Alain REDSLOB	
Le trumpisme est une mise en pratique de principes simples.....	9
ARTICLES	
Larbik KOLANI, Moubarak KORIKO, Esso-Hanam ATAKE	
Inégalités éducatives vs productivité du travail en Afrique subsaharienne.....	23
Abdou-Fataou TCHAGNAO	
Effet de la transformation structurelle sur la mobilisation des recettes fiscales dans les pays d'Afrique subsaharienne	51
Kossi AYENAGBO	
Effets des termes de l'échange sur la croissance économique dans les pays de la CEDEAO.....	69
Johnny ACCARY, Rosette GHOSSOUB SAYEGH	
Interventions du FMI face aux crises financières : Réformes économiques et impacts sociaux – le cas du Liban en perspective.....	88
Lamis DIB	
Facteurs influençant la demande d'importation au Liban : Une étude basée sur des données de panel de biens ayant un avantage comparatif	107
Yaya SIDIBE, Fousseny DIALLO, Amadou BAMBA	
Impact des programmes de formations continues sur le statut professionnel et la stabilité dans un emploi au Mali.....	124
Koffi Charles SAGBO, Kwami Ossadzifo WONYRA	
Déterminants de la performance scolaire des élèves du primaire au Togo, à la convergence de l'objectif de développement durable 4.....	146

AVANT-PROPOS

C'est avec un réel plaisir que nous présentons à nos lecteurs le numéro 2/2025 de la RIELF. Il contient un essai et sept articles rédigés par 14 auteurs issus de 4 pays : France, Liban, Mali et Togo.

Alain Redslob dans son essai *Le trumpisme est une mise en pratique de principes simples* tente d'appréhender le trumpisme. Il s'y applique en évoquant la vie et la carrière du président des États-Unis, au vu des actions menées lors de son premier mandat et des mesures arrêtées pendant la première année du second, ainsi qu'à la lumière de sa vision sociétale.

Larbik KOLANI, Moubarak KORIKO et Eso-Hanam ATAKE dans l'article *Inégalités éducatives vs productivité du travail en Afrique subsaharienne* visent à analyser les effets des inégalités éducatives sur la productivité du travail en Afrique subsaharienne. La méthode des panels à effets fixes a été retenue pour l'analyse des données. L'étude a porté sur 30 pays de l'Afrique subsaharienne et couvre la période allant de 2008 à 2019. Les résultats montrent que les inégalités éducatives influencent négativement la productivité du travail. Cela stipule que les inégalités éducatives liées, entre autres, aux disparités d'accès aux matériels et équipements pédagogiques, aux allocations budgétaires, du personnel de qualité, aux infrastructures et aux acquis de connaissances scolaires entraînent des conséquences négatives sur la productivité du travail. Cependant, la liberté du travail, le taux de pénétration en téléphonie mobile et la qualité des institutions ont un effet positif sur la productivité. L'augmentation de la productivité du travail nécessite de renforcer les investissements dans les infrastructures scolaires, notamment en zones rurales. Les pouvoirs publics devraient renforcer les investissements dans les politiques de gratuité de l'école primaire et d'extension des cantines scolaires : les investissements dans le capital humain des groupes défavorisés, en particulier chez les enfants, s'avèrent être les plus rentables.

Abdou-Fataou TCHAGNAO dans son article *Effet de la transformation structurelle sur la mobilisation des recettes fiscales dans les pays d'Afrique subsaharienne* examine et estime effet de la transformation structurelle sur la mobilisation des recettes fiscales dans 33 pays d'Afrique subsaharienne sur la période 2000–2018. L'analyse s'appuie sur l'estimation d'un modèle par la méthode des moments généralisés (GMM). Les résultats obtenus montrent que la transformation structurelle affecte positivement et significativement la mobilisation des recettes fiscales. En

outre, l'effet positif de la transformation structurelle sur la mobilisation des recettes fiscales transite par le canal du PIB par tête, l'ouverture commerciale, les capacités institutionnelles et les secteurs industriel et des services. Dans le cas des secteurs, ses résultats montrent que l'effet de la transformation structurelle sur les recettes fiscales est plus important via le canal industriel que celui des services.

Kossi AYENAGBO dans l'article *Effets des termes de l'échange sur la croissance économique dans les pays de la CEDEAO* analyse empiriquement la tendance et la variabilité des termes de l'échange sur la performance économique des pays de la CEDEAO. La méthodologie utilise un modèle de croissance qui a fait l'objet d'estimation sur les pays de la CEDEAO sur la période de 2000 à 2018 en données de panel. Les résultats issus des estimations conduites à l'aide des modèles ARDL montrent que la tendance des termes de l'échange affecte positivement la croissance pendant que la variabilité des termes de l'échange affecte négativement la croissance des pays de la CEDEAO. À travers cette étude, il convient de mener des politiques publiques qui doivent répondre à la fois aux défis de court terme et de long terme des mouvements des termes de l'échange sur la performance économique de leur pays.

Johnny ACCARY et Rosette GHOSSOUB SAYEGH dans leur article *Interventions du FMI face aux crises financières : Réformes économiques et impacts sociaux – le cas du Liban en perspective* analysent l'impact des interventions du Fonds Monétaire International (FMI) dans les pays confrontés à des crises financières, en mettant un accent particulier sur le cas du Liban. L'étude vise à identifier les facteurs économiques et sociaux déterminant l'efficacité des programmes d'austérité imposés par le FMI, tout en fournissant des recommandations spécifiques pour le contexte libanais. Cette recherche repose sur une analyse approfondie des sources secondaires, notamment les rapports du FMI, des études académiques, et des données économiques, afin de comparer les résultats dans différents pays et d'appliquer ces conclusions au Liban. Les résultats montrent que la réussite des interventions du FMI dépend largement de la cohérence des réformes économiques et de leur adaptation aux spécificités nationales. Cependant, les politiques d'austérité ont souvent des impacts négatifs significatifs, tels que l'aggravation des inégalités sociales et la dégradation des services publics. Concernant le Liban, l'étude souligne que les interventions risquent d'échouer sans une gouvernance transparente, une coordination efficace et des mesures adaptées aux particularités socio-économiques du pays. Cet article se distingue par une analyse détaillée des programmes du FMI dans un cadre global, tout en proposant des recommandations pratiques, spécifiques au Liban. L'étude explore l'équilibre nécessaire entre réformes économiques, équité sociale, et gouvernance pour maximiser l'efficacité des interventions.

Lamis DIB dans l'article *Facteurs influençant la demande d'importation au Liban : Une étude basée sur des données de panel de biens ayant un avantage comparatif*

vise à examiner les principaux déterminants de la demande de biens importés que le Liban peut produire localement. Ces informations aideront les décideurs politiques à concevoir des mesures visant à réduire les importations de biens pouvant être produits localement et à soutenir la production locale. Cet article exploite le modèle des moindres carrés de panel sur des données relatives à trente-deux biens pour la production desquels le Liban dispose d'un avantage comparatif couvrant la période janvier 2014–décembre 2023 et teste l'hypothèse nulle selon laquelle la demande d'importation au Liban n'est pas déterminée par le coût des biens importés, la crise et les réserves de change. Les résultats révèlent que les réserves de change et la crise sont les principaux déterminants de la demande d'importation de biens pouvant être fabriqués localement. En outre, la sensibilité de la quantité importée aux variations des variables explicatives diffère d'un bien à l'autre. Cette étude actuelle contribue à la littérature existante en se concentrant sur les biens locaux dans la production desquels le Liban dispose d'un avantage comparatif.

Yaya SIDIBE, Fousseny DIALLO et Amadou BAMBA dans leur article *Impact des programmes de formations continues sur le statut professionnel et la stabilité dans un emploi au Mali* évaluent empiriquement, à partir de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP, 2022), l'effet des formations continues sur le changement de catégorie professionnelle et la stabilité dans l'emploi au Mali. En utilisant la méthode d'appariement sur les scores de propension, les résultats montrent que ces formations ont un impact positif significatif sur l'obtention de contrat à durée indéterminée et sur la mobilité professionnelle ascendante.

Koffi Charles SAGBO et Kwami Ossadzifo WONYRA dans l'article *Déterminants de la performance scolaire des élèves du primaire au Togo, à la convergence de l'objectif de développement durable 4* examinent les facteurs déterminants de la performance scolaire des élèves du primaire en mathématiques et en lecture au Togo, en lien avec l'objectif de développement durable 4 (ODD4). Ils ont appliqué un modèle multiniveau à deux niveaux, inspiré de Pascal Bressoux, pour analyser les effets des caractéristiques individuelles et contextuelles sur la performance scolaire. Cette approche tient compte de la structure hiérarchique des données et de la forte dépendance intra-groupe (ICC = 0,723). L'analyse utilise les données PASEC 2019 au Togo (6000 élèves dans 180 écoles), la performance étant mesurée par la moyenne des scores plausibles en mathématiques et lecture, avec pondération et correction des erreurs standards pour la structure en grappes. Les résultats révèlent que, les caractéristiques individuelles, telles que le sexe, l'âge, l'intérêt pour la matière, l'accès à l'éducation préscolaire, le redoublement, le statut socio-économique, ainsi que des facteurs contextuels tels que le sexe, l'âge, le niveau d'éducation et l'expérience des enseignants, l'effectif de classe et la localisation de l'école, jouent un rôle déterminant dans la réussite scolaire des élèves du primaire au Togo. L'amélioration de la performance scolaire passe par des réformes ciblées visant à promouvoir l'éducation préscolaire, à instaurer des mécanismes stimulant

l'intérêt des élèves et à réduire le redoublement grâce à des évaluations adaptées. Toutefois, ces mesures doivent s'accompagner d'un renforcement de la formation des enseignants et d'un investissement accru dans les infrastructures scolaires, en particulier en milieu rural, afin de garantir une éducation plus équitable et efficace.

Krzysztof Malaga